

sanctions expresses des Nations-Unies et, d'autre part, des relations commerciales que certains pays d'Afrique ont dû, par nécessité économique, nouer avec l'Afrique du Sud.

Nous avons expliqué à nos hôtes que tout en mettant sérieusement en doute l'efficacité des sanctions internationales, le Gouvernement canadien avait appuyé l'adoption des mesures prises contre la Rhodésie par les Nations-Unies et qu'il avait scrupuleusement respecté ses engagements à cet égard sous l'empire de la Charte. J'ai ajouté que nous étudierions attentivement toute nouvelle initiative dans le cadre des Nations-Unies pour faciliter l'accession de la Namibie à l'indépendance mais j'ai souligné qu'à notre avis, l'expulsion de l'Afrique du Sud des instances internationales aurait pour seul résultat de réduire l'influence de la communauté internationale sur le Gouvernement de ce pays. Enfin, je leur ai donné l'assurance que le Gouvernement canadien continuerait d'exercer des pressions sur les autorités sud-africaines pour qu'elles atténuent et abrogent éventuellement leur législation et leurs institutions racistes.

Toutefois, comme on pouvait s'y attendre, le consensus panafricain au sein de l'OUA n'empêche pas les cinq gouvernements avec lesquels j'ai discuté de ces